



Les Européens rejettent les accusations israéliennes contre les ONG palestiniennes

## Description

Par Joseph Krauss



Neuf pays européens ont déclaré mardi qu'ils n'avaient pas vu « de preuve substantielle » soutenant les allégations d'Israël selon lesquelles six groupes de la société civile palestiniennes seraient des organisations terroristes, et qu'ils ne changeraient pas leurs politiques concernant leurs soutiens à ces groupes.

Cette rare déclaration commune a été une remontrance majeure à Israël, qui a mis ces groupes sur liste noire en tant qu'organisations terroristes en octobre dernier, mais [a fourni peu de preuves](#) pour soutenir ces allégations. Ces groupes de défense des droits ont nié les allégations et ont accusé Israël d'accroître sa [répression de longue date](#) contre l'opposition palestinienne à son régime militaire long de plusieurs décennies.

« Des accusations de terrorisme ou de liens avec des groupes terroristes doivent toujours être traitées avec le plus grand sérieux », dit la déclaration, signée par la Belgique, le Danemark, la France, l'Allemagne, l'Irlande, l'Italie, les Pays-Bas, l'Espagne et la Suède.

« Aucune information substantielle n'a été reçue d'Israël qui justifierait de réviser notre politique envers les six ONG palestiniennes sur la base de la décision israélienne de désigner ces ONG comme des organisations terroristes », dit-elle.

« Si des preuves du contraire étaient apportées, nous agirions en conséquence », ajoute-t-elle.

Cette annonce a été faite un jour avant l'arrivée prévue du président des Etats-Unis, Joe Biden, pour une visite qui doit inclure des rencontres avec des représentants de la société civile palestinienne, bien qu'il soit improbable qu'il rencontre un des groupes ciblés par Israël.

Les ministres des Affaires étrangères et de la Défense d'Israël n'ont pas répondu immédiatement à nos demandes de commentaires.

Israël a accusé les groupes de servir de couverture au Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), un mouvement de gauche qui dispose d'un parti politique ainsi que d'une branche armée qui a exécuté des attaques mortelles contre des Israéliens il y a plusieurs décennies. Israël et les nations occidentales considèrent le FPLP comme une organisation terroriste.

Les organisations mises sur liste noire sont le groupe de défense des droits humains Al-Haq, le groupe des droits Addameer, Défense internationale des enfants de Palestine, le Centre Bisan pour la recherche et le développement, l'Union des comités de femmes palestiniennes et l'Union des comités de travail agricole.

Dans son [annonce du 22 octobre](#), le ministre israélien de la Défense disait que les organisations étaient contrôlées par des dirigeants chevronnés du FPLP et employaient ses membres, dont certains ayant participé à une activité terroriste. Il disait que les groupes étaient utilisés comme une « source centrale » de financement pour le FPLP et qu'ils avaient reçu « de larges sommes d'argent de pays européens et d'organisations internationales ».

La déclaration de terrorisme a semblé initialement ouvrir la voie pour qu'Israël perquisitionne les bureaux des organisations, saisisse leurs avoirs, arrête leur personnel et criminalise toute expression publique de soutien à ces groupes. Mais les six ont continué à fonctionner.

Le gouvernement des Pays-Bas [a annoncé en janvier](#) qu'il cesserait de subventionner l'Union des comités de travail agricole après avoir trouvé des preuves que des membres individuels de son personnel étaient liés au FPLP. Mais il a dit n'avoir trouvé aucune preuve que le groupe avait des liens organisationnels avec le FPLP ou était impliqué dans le financement ou l'exécution du terrorisme, comme Israël l'avait allégué.

Israël a longtemps accusé des groupes de défense des droits humains et des organismes internationaux d'être biaisés contre lui et de le distinguer tout en ignorant des violations plus graves d'autres pays.

La plupart des organisations ciblées documentent des allégations de violations des droits humains par Israël ainsi que par l'Autorité palestinienne, internationalement reconnue, qui administre des parties de la Cisjordanie occupée par Israël. Tant Israël que l'AP arrêtaient couramment des activistes palestiniens.

*Trad. CG pour l'Agence Média Palestine*

Source : [AP News](#)

**date créée**  
2022/07/13